Quelques orientations pour préparer la participation des parlementaires du Niger à la 144^e Assemblée de l'Union Interparlementaire prévue à Nusa Dua (Indonésie) du 20-24 mars 2022

Les changements climatiques constituent une des plus grandes menaces pour l'humanité. Les sècheresses répétitives qu'ils engendrent, se traduisent par des déficits céréaliers comme c'est le cas cette année. On note aussi des pertes d'environ 100 000 ha de terres forestiers par an et des inondations qui occasionnent à leur tour, des dégâts énormes sur l'ensemble du pays. A titre illustratif, 432 613 sinistrés, le décès de 65 personnes, l'effondrement de 36 155 maisons et l'ensevelissement de milliers d'hectares de cultures ont été enregistrés au Niger en 2020.

Dans le sous-secteur de l'élevage, les impacts du Changement Climatique sont aussi considérables et concernent surtout la modification de la composition des troupeaux, la reconversion d'un nombre important d'éleveurs nomades en sédentaires, la baisse des revenus des éleveurs et la diminution de l'apport du sous-secteur au PIB.

La lutte contre les effets néfastes du changement climatique demeure une cause noble et chère à Son Excellence Monsieur Mohamed BAZOUM, Président de la République, Chef de l'Etat et Président de la Commission Climat pour la Région du Sahel. Cet engagement est également renforcé dans le programme de renaissance acte III : consolider et avancer.

Pour accompagner cette politique volontariste du Gouvernement qui le met en phase avec ses engagements internationaux sur le climat et parvenir à la neutralité carbone, les parlementaires nigériens se doivent de s'approprier le document de la Contribution Déterminée au niveau National (CDN), cadre fédérateur des interventions climats. Ainsi, le rôle de ces acteurs est déterminant en raison de leurs pouvoirs législatifs et budgétaires afin de garantir une législation forte et un financement adéquat en faveur de l'action climatique. Grâce à leurs fonctions de contrôle, ils peuvent également demander au Gouvernement de rendre compte de ses engagements nationaux et internationaux en matière de changement climatique, notamment les engagements pris dans le cadre de l'Accord de Paris et des Objectifs de Développement Durable (ODD).

Les parlementaires dont le mandat est de veiller au respect des engagements pris par l'Etat lors des Conférences des parties (COP) et dans ces documents de politiques et de stratégies en matière de changement climatique constituent une frange non négligeable dans la lutte contre les effets néfastes induits. Ces acteurs se doivent de contribuer non seulement dans les efforts de communication pour un changement de comportement en faveur du climat mais aussi dans la mobilisation des ressources pour le financement des projets et programmes. C'est à ce titre, les axes de réflexion ci-dessous sont formulés :

Axes de réflexion :

Pour rappel le Niger a engrangé plusieurs avancées dans le domaine de l'adaptation et de l'atténuation aux changement climatique.

Il s'agit de la signature et la ratification des instruments juridiques internationaux sur le climat tel que la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC), le Protocole de Kyoto et l'Accord de Paris sur le Climat. Pour satisfaire aux exigences de ces textes internationaux et honorer les engagements pris, le Niger a régulièrement soumis au Secrétariat de la CCNUCC ses Communication Nationales (CN) sur les émissions de Gaz à Effet de Serre (GES), les rapports biennaux, ses Contributions Déterminées au niveau National (CDN).

Au plan national, lesdits engagements sont traduits dans les différents documents de planification et de budgétisation stratégique et programmatique du Niger, en l'occurrence la Stratégie National de Croissance Inclusive (2035) et le Programme de Développement Economique et Social, la stratégie de l'Initiative 3N, la CDN, ainsi que les documents de stratégies sectorielles (Agriculture, Foresterie et Autres utilisations des Terres et au secteur-AFAT et Energie). Le Niger a, en effet, retenu ces deux secteurs en termes de priorité pour les actions climatiques eu égard à leur grande vulnérabilité aux effets néfastes des changements climatiques et leurs contributions aux émissions de Gaz à Effet de Serre. C'est dans ce sens que la phase de mise en œuvre des projets et programmes met l'accent sur le renforcement de la résilience des communautés et des écosystèmes.

Malgré la volonté politique croissante, quels obstacles continuent d'entraver la mise en place d'une action climatique efficace et l'application des accords sur le climat ?

Parmi les obstacles qui continuent d'entraver l'action climatique malgré la volonté politique affichée, on peut noter :

- La faible mobilisation des ressources de la finance climatique ;
- L'insuffisance dans la coordination et la synergie d'action climatique au niveau des acteurs ;
- L'insuffisance de suivi évaluation apprentissage des actions climat qui ne permet pas d'avoir une meilleure visibilité sur les efforts consentis dans ce domaine.

De quelles capacités supplémentaires a-t-on besoin, y compris au sein des parlements, pour renforcer la lutte contre les changements climatiques ?

Il faut renforcer les capacités des cadres chargés de suivre et évaluer l'action climat. Cela implique le renforcement des compétences dans le domaine du suivi-évaluation, de mobilisation de la finance climatique et l'évaluation de la vulnérabilité et la dotation en équipements adéquats.

Comment mettre à profit la période de reprise post-COVID-19 pour accélérer la transition écologique ? Plus particulièrement, comment faire évoluer les systèmes économiques et les pratiques d'utilisation de l'énergie et des ressources afin d'obtenir des résultats plus durables et comment les parlements peuvent-ils appuyer cette transition ?

Les parlementaires doivent s'inscrire dans une logique de plaidoyer pour la mise en œuvre effective de la CDN, de verdissement des entreprises existantes et la création des entreprises vertes.

Quelles innovations les parlementaires mettent-ils en œuvre pour rendre plus vertes leurs pratiques et leurs activités et quelles mesures prennent-ils pour réduire leurs propres émissions ?

Les parlementaires du Niger se doivent de réduire leur empreinte écologique, être efficace dans la consommation des ressources et soutenir des initiatives vertes.

Renforcer le cadre législatif et réglementaire dans le domaine de la protection de l'environnement.

Que peuvent faire les parlementaires pour s'assurer que les besoins des personnes les plus vulnérables, notamment les femmes, les jeunes et les autres groupes sous-représentés dans la société, soient pris en compte dans les initiatives en faveur du climat ?

Les parlementaires du Niger ont toujours plaidé en faveur des couches les plus vulnérables. En témoignent les textes ratifiés par le parlement du Niger sur la promotion du genre et l'élimination des violences basées sur le genre. Il leur incombe de suivre ces actions et des institutions en charge de leurs mises en œuvre.